

*Médias aux ordres, police politique, Parlement congédié... Maître de Minsk depuis 1994, Alexandre Grigorievitch Loukachenko, qui voit des complots partout, a transformé son pays en écomusée du stalinisme. Et brûle d'envie de faire découvrir ses talents au reste du monde....*

A moins de trois heures d'avion de Paris, il existe un pays européen dont le chef d'Etat évoque Staline avec nostalgie et avoue une certaine admiration pour Hitler. Voilà quelques semaines, lors d'un interminable discours télévisé, il a prévenu ses concitoyens qu'il les espionnerait sans relâche: «Mon hélicoptère volera au-dessus de vos têtes presque chaque jour.» A ceux qui seraient tentés de protester, il promet une justice expéditive et affirme que, pour lui, les droits de l'homme se résument au «droit au travail»...

La cause de la démocratie a progressé à travers le monde depuis l'éclatement du bloc communiste. Pas en Bélarus. Jour après jour, dans ce territoire enclavé entre la Pologne et la Russie, le président de l'ancienne république socialiste soviétique de Biélorussie, Alexandre Grigorievitch Loukachenko, se construit de toutes pièces un régime autocratique. Elu en juillet 1994, ce bolchevique sans complexes, ancien instructeur politique de l'Armée rouge, a précipité ses 10 millions d'habitants dans une sorte d'intemporalité, comme si Leonid Brejnev était toujours la figure tutélaire du pays. Outre la restauration des emblèmes soviétiques, l'apprenti dictateur a décrété le rétablissement d'un subbotnik, journée de travail «bénévole» effectuée obligatoirement le 22 avril, jour anniversaire de la naissance de Lénine.

Ayant remporté en novembre 1996 un référendum sur une nouvelle Constitution, Alexandre Loukachenko règne désormais sans partage. Même si, le 28 mai, sous la pression d'émissaires de l'Union européenne, il assurait que cette Constitution n'était pas un «dogme» et feignait d'inviter l'opposition à dialoguer avec lui en vue d'une réforme du système politique, il était clair qu'il entendait bien se maintenir coûte que coûte au pouvoir «pendant au moins vingt ans». Les manifestants sont toujours arrêtés. Le Parlement élu reste congédié. La radio et la télévision demeurent aux ordres.

Dans les rues de Minsk, la capitale, l'ambiance est celle d'un écomusée de l'ère soviétique. Dès 7 heures, un balayeur nettoie la chaussée au pied de l'immense statue de Lénine qui domine la place de l'Indépendance. Les façades des bâtiments publics arborent la faucille et le marteau. Dans les kiosques à journaux, les quotidiens étalent à la Une des photos d'ouvriers méritants et de paysans valeureux. Le tout dégage une atmosphère de calme. De propreté. D'ordre. Chaque soir, à l'heure du dîner, Alexandre Loukachenko apparaît sur le petit écran, du début à la fin du journal télévisé. Lissant sa moustache, il affirme répondre au désir le plus profond des Biélorusses: «Le peuple est en train de dire: Monsieur le Président, donnez-nous la dictature, restaurez l'époque de Staline! "» Passant de la parole aux actes, il promet d'envoyer ses espions dans les campagnes, afin de surveiller les uns et les autres. En novembre 1995, dans une interview accordée à un quotidien allemand, Handelsblatt, il rendait hommage aux qualités d'Hitler: «Tout ce qui était sous l'influence d'Adolf Hitler, en Allemagne, n'a pas été mauvais. (...) L'ordre allemand a atteint son apogée sous Hitler. C'est ce qui correspond à notre idée d'une république présidentielle et du rôle du chef de l'Etat.» Curieusement, ces déclarations n'ont pas empêché l'homme fort de Minsk d'être reçu à l'Elysée par Jacques Chirac en juillet 1996, soit huit mois plus tard. Le Bélarus emploie davantage de policiers que la Pologne voisine, pourtant quatre fois plus peuplée. Comme à l'époque stalinienne, les procès d'opposants ont parfois lieu à huis clos. Même la fondation privée de George Soros, qui a tant œuvré pour que les sociétés civiles s'affranchissent de l'Etat dans les anciens pays du bloc de l'Est, a été interdite de séjour voilà quelques semaines. Coupable, sans doute, de verser des subventions aux chercheurs, hôpitaux, écoles, musées et surtout aux associations de défense des droits de l'homme, tel le groupe d'Helsinki. Qu'advient-il désormais de leurs activités? Nul ne le sait.

Face au régime de Loukachenko, les partis d'opposition sont faibles et divisés. Le pays attend son Lech Walesa ou son Vaclav Havel, un leader démocrate charismatique qui pourrait

personnifier, aux yeux de la population, une identité nationale mise à mal par de nombreuses invasions étrangères et sept décennies de soviétisation (voir la chronologie). Dans les campagnes, le président reste apprécié: «C'est un ancien directeur de sovkhoze et il sait parler au peuple, souligne un journaliste de Minsk. Par ses paroles, sa voix, ses gestes, il prouve à ses admirateurs qu'il est de la même origine qu'eux. C'est un populiste, certes, mais il ne force pas sa nature.» Les particularités démographiques du pays sont à l'avantage de Loukachenko: de nombreux retraités sont venus s'installer sur ces terres, au temps de l'Union soviétique. Ils regrettent la disparition de l'empire. D'autant que leur niveau de scolarisation est faible: les études secondaires ont été rendues obligatoires, en URSS, à partir des années 70 seulement.

Entouré de conseillers qui applaudissent ses moindres faits et gestes, sans opposition crédible pour attaquer son programme, Loukachenko poursuit son rêve soviétique. Son pays est sans doute le seul en Europe qui n'ait pas encore amorcé de vraies réformes économiques. A quoi sont consacrées les maigres ressources de l'Etat? Principalement à la chasse aux «ennemis des autorités» et aux «profiteurs». Car le président semble voir en chaque habitant un comploteur qui sommeille. Alors, forcément, il les a à l'œil. Ainsi, les abonnés au téléphone doivent s'engager à ne pas critiquer le gouvernement dans leurs conversations. Afin de veiller à l'application de la loi, il va de soi que les communications sont écoutées. Des micros cachés ont été découverts chez plusieurs hommes d'affaires et dans le bureau d'un ex-ministre de la Défense. En privé, même le directeur de cabinet du président se dit sur écoutes, confie un ancien proche du pouvoir.

Puisqu'il faut bien respirer, l'humour politique fait florès, comme à l'époque soviétique. Par exemple, après que les services postaux eurent émis un timbre arborant le portrait du président, les gens de Minsk se racontaient la blague suivante: «Pourquoi les nouveaux timbres ne collent-ils pas? - Parce que tout le monde crache du mauvais côté.»

La paranoïa du président est confortée par ses proches, selon les confidences d'un ancien collaborateur: «Chaque matin, vers 9 heures, il lit pendant quarante minutes les rapports du KGB. Il y a toujours un complot en cours - à l'intérieur du pays ou à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Ensuite, son directeur des enquêtes économiques vient lui certifier que son entourage est corrompu. Puis il reçoit le chef du Conseil de sécurité, qui lui assure qu'il ne s'est rien passé pendant les vingt-quatre heures précédentes... grâce aux talents des services d'espionnage, qui ont déjoué plusieurs complots. Peu avant l'heure du déjeuner, il parcourt les journaux d'opposition [publiés en Lituanie], qui constatent dans leurs articles que la vie n'est pas toujours facile. De cette lecture il conclut que ces salauds de journalistes sont systématiquement critiques. Vient l'heure du repas, et il est chauffé à blanc. En fait, son état d'esprit est celui de Staline en 1941 : « Je suis entouré d'ennemis...». Désormais, certains prêtent à Loukachenko le désir d'exercer ses talents au-delà des frontières de son pays. Le 23 mai, il a signé un accord d'union avec le président russe, Boris Eltsine. Le texte, volontairement flou dans sa rédaction, prévoit un rapprochement entre les deux Etats et la création d'organes supranationaux.

Le leader biélorusse appuyait ce projet depuis plus d'un an. Et pour cause: de nombreux extrémistes russes y voient un premier pas vers la résurrection de l'empire soviétique, à la tête duquel Loukachenko se voit volontiers jouer le rôle de l'empereur... Déjà, il bénéficie de nombreux appuis au sommet à Moscou: son régime s'effondrerait sans le soutien matériel du grand voisin russe, qui lui fournit l'essentiel de ses ressources énergétiques.

Peu de réactions en Occident L'émergence d'un régime totalitaire au sein du Vieux Continent n'a guère provoqué de réactions en Occident. Pourtant, le sort de ce petit pays intéresse l'Europe au plus haut point. Car le Bélarus dispose d'une longue frontière commune avec la Pologne, qui sera invitée, dès le mois de juillet, à rejoindre l'Otan. Logiquement, les troupes de l'Alliance atlantique se trouveront ainsi «au contact» de celles de Minsk. Dans l'entourage de Boris Eltsine, certains voient en Loukachenko un «joker» éventuel, en cas de nouvelles tensions avec l'Ouest. Le régime musclé de Minsk permettrait de développer - par procuration, de Moscou - une stratégie de la nuisance à l'égard des démocraties d'Europe occidentale, à l'instar de certains Etats qui encouragent les activités de groupes terroristes.

Loukachenko n'est assurément pas un dirigeant de grande envergure. Mais il serait imprudent d'ignorer un homme qui, à tort ou à raison, se croit déjà persona grata dans le bureau présidentiel du Kremlin. C'est un luxe que l'Occident ne peut se permettre.